



Billet de Jean-Claude HAZERA, Journaliste

Entendu à la 10^{ème} conférence annuelle « Economie, Recherche et Innovation » des Echos le 6 octobre par Jean-Claude Hazera, journaliste.

Les entreprises sont trop frileuses à l'égard des labos publics

Tout a été fait pour ouvrir les laboratoires publics, notamment universitaires, à la collaboration avec les entreprises mais les entreprises se font attendre, « elles ne bougent pas assez ». Ce message a été martelé par Laurent Wauquiez, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dès l'ouverture de la 10^{ème} conférence annuelle Economie, Recherche et Innovation des Echos le 6 octobre. « Qu'est ce que vous attendez pour investir dans la recherche ouverte avec les universitaires ? Il n'y a plus aucun blocage ».

Dans tout public de cancre il y a cependant de bons élèves à donner en exemple. Pour le ministre le groupe exemplaire c'est PSA. Affirmation confortée par Christian Estève, chef de service SETTAR à ce même ministère, qui vient pourtant de...Renault. Michelin est en train de bouger a également concédé le Ministre.

Les Echos avaient pourtant invité les représentants de plusieurs entreprises qui semblent très ouvertes à l'ouverture. Pour Sanofi Aventis, c'est un tournant stratégique récent commandé par l'alourdissement du coût de recherche de nouvelles molécules en interne et le tarissement des « pipe lines » de nouveaux médicaments potentiels, a expliqué Jacques Delort, Vice-président prospective stratégie initiatives. Pour Air Liquide « l'innovation collaborative » est déjà une réalité avec 200 partenariats dans le monde mais « ce n'est pas assez », a dit Olivier Delabroy, Vice-président recherche et développement. Marko Erman, senior Vice-président, recherche et technologie de Thalès a évoqué -entre autres- le laboratoire de Palaiseau où cohabitent 300 personnes de Thalès avec 200 thésards et autres visiteurs. Enfin Frederic Haine, de Freescale semiconducteurs France a expliqué comment l'ancienne division semi conducteurs de Motorola sélectionne dans le monde entier les labos et les équipes avec lesquelles l'entreprise veut collaborer sur un projet ou un thème précis.

Reste la question des PME. Le ministre a raconté l'histoire d'une entreprise de sa région qui a investi beaucoup d'argent dans un développement technologique en ignorant qu'un laboratoire installé à 20 km de là aurait pu lui faire gagner du temps et participer à ce développement. L'idée est que les dirigeants de PME n'ont pas le temps d'aller chercher ces coopérations et donc qu'il faut aller les leur proposer dans leurs entreprises.

Qui a vu l'argent ?

Le grand emprunt et les investissements d'avenir ne sont évidemment pas étrangers à l'ambiance de renouveau qui stimule la recherche et l'innovation en France. Il y a déjà nombre d'élus et de projets sélectionnés. Reste que personne pour le moment ne témoigne avoir reçu des fonds. Laurent Wauquiez a tenu des propos rassurants. Il a affirmé que les versements ont commencé et qu'il y aura bien 1,2 milliards l'an prochain. Il a promis le paiement d'acomptes permettant de démarrer pendant que se poursuit le long processus de conventionnement. Il a enfin rappelé l'approche extrabudgétaire qui vise à sanctuariser ces crédits et promis que tout est mis en œuvre pour éviter que l'Etat ne reprenne d'une main en donnant de l'autre et ne rogne sur les crédits budgétaires courants sous prétexte que tel organisme, équipe ou université a bénéficié des fonds du grand emprunt.

Dans la jungle des sigles...

EQUIPEX, LABEX, IDEX, IHU, IRT... La simple énumération des sigles nouveaux qui fusaient à la tribune de la conférence annuelle économie, recherche et innovation illustre la complexité du mécanisme de sélection des projets et de distribution des fonds. Le problème, souligné par de nombreux participants, est qu'on ajoute des couches de complexité sans supprimer les autres.

« J'avais déjà trois affiliations, j'en ai quatre », explique le célèbre chercheur Alain Fischer, Président de l'unité Inserm 768 en exprimant une certaine lassitude devant cette accumulation de « briques » les unes sur les autres. Christian Estève, chef de service SETTAR au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, parle quant à lui des multiples « produits » qu'il a en magasin et de la difficulté d'en supprimer un de la gamme quand on en crée un autre. « Il y a des questions de personnes ».

Pour Alain Beretz, Président de l'Université de Strasbourg c'est 50% des structures qu'il faut supprimer. Dans son domaine Alain Fischer donne en modèle le système néerlandais organisé en huit « university medical centers », chacun intégrant complètement hôpital et faculté de médecine.

Le professeur Jean-Charles Soria, représentant l'Institut Gustave Roussy a mis en relief que la simplification peut devenir un atout compétitif. L'Australie réussit ainsi à attirer des essais de médicaments en phase 1 du monde entier en s'étant donné comme objectif de simplifier et d'accélérer à l'extrême la réponse de l'administration (réponse en un mois).

En plus de la complexité qu'elles génèrent toutes, ces structures ont évidemment un coût financier. Pour partie il s'impute directement sur les projets financés. Christophe Haunold, Président du réseau Curie et futur patron de la SATT (Société d'Accélération du Transfert de Technologies) Midi-Pyrénées a ainsi expliqué que ce réseau doit s'autofinancer sur les rémunérations payées par les entreprises pour les technologies transférées.

On serait passé à coté de Facebook

Quels que soient les efforts de modernité, le risque d'un grand système étatique d'encouragement à la recherche et à l'innovation est de passer à coté des innovations de rupture en raisonnant sur des modèles de développement technologiques traditionnels.

Henri Verdier, patron de start up et Président du pôle de compétitivité Cap digital Paris, très heureux de cette aventure collective, a cependant déploré une incompréhension du mode de développement et d'innovation d'internet dans le

système français. « Si Mark Zuckerberg présentait le projet Facebook on le lui refuserait », a-t-il assuré.

Le professeur Jean-Charles Soria, représentant l'Institut Gustave Roussy, a expliqué de son côté comment les frontières d'une discipline peuvent être complètement bouleversés. Les définitions traditionnelles du cancer ne veulent plus rien dire. On est en train de « démembrer le cancer » en une multitude de maladies rares. Et la compétence qui manque aujourd'hui dans ce domaine de recherche est celle...des mathématiciens. « On a des super mathématiciens en France. Comment faire pour qu'ils s'intéressent au cancer plutôt qu'aux hedge funds ? ».

L'attractivité de la recherche en France

En filigrane de beaucoup d'interventions entendues à la conférence des Echos le 6 octobre se posait la question de l'attractivité de la France pour les services de recherche des entreprises. Qu'est ce qui fait qu'une entreprise implante ou conserve une équipe de chercheurs en France ou la délocalise ?

Les coûts peuvent compter. Un des effets du crédit impôt recherche est de réduire l'écart de coût entre la France et d'autres pays moins coûteux a souligné Olivier Delabroy, Vice-président recherche et développement de Air Liquide qui a des centres de recherche un peu partout dans le monde. Concrètement « nous étions locataires sur le plateau de Saclay, nous avons décidé d'acheter pour rester ».

Pour Frederic Haine de Freescale semiconducteurs ce n'est pas l'essentiel. « Malgré les aides on sera toujours plus chers par rapport à la Chine ou à l'Inde ». Sa société commence par regarder l'expertise disponible dans le monde entier sur un sujet donné. Elle s'intéresse tout particulièrement à la capacité d'un centre de recherche donné à « bâtir des partenariats locaux et à diriger un programme global ». Enfin elle sélectionne parmi les centres d'expertise celui qu'elle estime « excellent ».

Marko Erman, de Thalès, a également souligné l'importance de la proximité locale. « La collaboration à pied est plus fructueuse que celle qui demande de prendre l'avion ».

La recherche et l'innovation sont des univers naturellement mondialisés

A écouter les interventions, on avait le sentiment que la recherche et l'innovation sont peut-être les activités les plus naturellement mondialisées, autant, sinon plus que la finance par exemple. Chaque équipe de recherche a son réseau international. On étonnerait sans doute beaucoup de Français en leur expliquant que 30% des recrutements du Centre National de la Recherche Scientifique sont des étrangers. Pour Alain Fuchs, Président de l'institution, c'est une évidence. De même, il se refuse à parler de fuite des cerveaux, trouve tout à fait sain que des chercheurs français aient envie d'aller à l'étranger mais pense qu'il faut que notre pays reste suffisamment attractif pour leur donner envie de revenir.

Nombre de Français seraient également surpris d'apprendre que les fonds du grand emprunt sont distribués à des projets et des équipes sélectionnés par des jurys internationaux, système de sélection qui a parfaitement fonctionné d'après Jacqueline Lecourtier, Directeur général de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) et Jean-Luc Tavernier, Commissaire général adjoint à l'investissement.

Liberté du chercheur et finalité de l'innovation

Comment concilier la liberté du chercheur et l'organisation de l'innovation ? Bernard Belloc, Conseiller enseignement supérieur et recherche à la Présidence de la

République est tout à fait favorable aux coopérations industrie-recherche. Pour autant il faut bien voir que « le métier du chercheur n'est pas de valoriser la recherche », dit-il. Sa capacité de recherche doit rester le critère principal de recrutement. « Il faut laisser la possibilité au très bon chercheur de poser des problèmes nouveaux ». Donc ne pas trop encadrer et diriger sa recherche. Sur ce plan Alain Fischer, de l'Inserm, déplore que l'ANR continue à penser qu'il faut définir des thèmes de recherche prioritaires. Bernard Belloc souligne cependant l'intérêt du programme blanc de l'ANR qui permet de financer des projets originaux, de rupture.... « Mais cela ne peut fonctionner qu'avec une très rigoureuse évaluation à posteriori. Il faut tirer les conséquences s'il n'y a pas de résultats ».

Même si la liberté des chercheurs est essentielle « dire que les contacts avec l'entreprise n'ont aucun effet sur les labos relèverait d'une conception ancienne. Il faut que les labos soient ouverts aux signaux », estime Denis Randet, délégué général de l'ANRT (Agence Nationale de la Recherche et de la Technologie).

Il faut de la liberté mais pour l'industriel il faut un cadre, explique Olivier Delabroy (Air Liquide). Il faut des jalons et des road maps. La filière aéronautique sait très bien faire cela, estime-t-il. On sait ce qu'on y cherche à trois ans ou à cinq ans.

« On a besoin de la rigueur d'un calendrier qui éventuellement s'adapte », confirme Frédéric Haine (Freescale semiconducteurs)

La colobotition

Un nouveau concept séduit Jean-Charles Pomerol, Président émérite de l'Université Pierre et Marie Curie : la colobotition. Mêlant collaboration et compétition, il traduit bien à son avis ce que doivent être les nouvelles relations entre universités en France. Certes celles-ci sont mises en compétition dans le nouveau système, pour attirer par exemple les bons chercheurs. Mais en même temps des « coopérations tacites » se mettent en place. Chacun connaît ses domaines d'excellence et ceux où il vaut mieux ne pas prétendre concurrencer les autres. Mais surtout Il ne faut pas qu'une agence nationale se mette en tête d'organiser tout cela, estime Jean-Charles Pomerol. Cette répartition des rôles s'organise très bien à la base.